



PREFET DE L'ISERE

Direction départementale des Territoires  
Service environnement

## ARRETE PREFECTORAL n° 2011301-0017

portant:

- **Déclaration d'Utilité Publique**
  - des travaux de prélèvement d'eau.
  - de mise en conformité et de création des périmètres de protection.
- Autorisation d'utiliser de l'eau en vue de la consommation humaine pour la production et la distribution par un réseau public.
- Déclaration de prélèvement.

**concernant le captage du Crêt**

**Commune de SAINT- MAXIMIN**

**LE PREFET DE L'ISERE**  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de la santé publique et notamment l'article L.1321-2 relatif à l'instauration des périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine, l'article L.1321-7 relatif à l'autorisation de produire et de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine, les articles R.1321-1 à R.1321-63;

VU le Code de l'Environnement, et notamment les articles L.214-1 à L.214-11 et L.215-13, R.214-1 et suivants

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme en ses articles L.126-1, R.126-1 à R.126-3,

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique en ses articles L.11-1 à L.12-6, R.11-1 à R.14-1;

VU le Code de Justice Administrative,

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié.

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique.

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2004 par laquelle la commune de SAINT MAXIMIN :

- . DEMANDE l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de protection du captage du Crêt situé sur son territoire,

- . PREND l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date du 20 janvier 2001, relatif à l'instauration des périmètres de protection,

VU le Règlement Sanitaire Départemental,

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 21 avril 2011.

VU le dossier de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique à laquelle il a été procédé du 17 mai au 18 juin 2010 inclus conformément à l'arrêté préfectoral n°2010-02856 du 23 avril 2010 dans la Commune de SAINT MAXIMIN,

VU le dossier de l'enquête parcellaire à laquelle il a été conjointement procédé du 17 mai au 18 juin 2010 inclus conformément à l'arrêté précité dans la Commune de SAINT MAXIMIN,

VU le rapport et les conclusions du Commissaire-enquêteur déposés le 9 novembre 2010,

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de SAINT MAXIMIN énoncés à l'appui du dossier sont justifiés, qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de cette collectivité et de les doter des périmètres de protection réglementaires et que le captage « du Crêt » constitue une ressource indispensable pour l'approvisionnement en eau de bonne qualité des habitants de St- Maximin hormis le hameau de la Combe.

## **ARRÊTE**

### **UTILITE PUBLIQUE**

**ARTICLE PREMIER** - Sont déclarés d'utilité publique, les travaux de prélèvement d'eau du captage du Crêt, destinés à l'alimentation en eau potable de la Commune de SAINT MAXIMIN, les travaux de mise en conformité, ainsi que la création des périmètres de protection autour de ce captage.

## **AUTORISATION DE PRELEVEMENT D'EAU destinée à la consommation humaine**

**ARTICLE DEUX** - La Commune de SAINT MAXIMIN est autorisée à dériver les eaux souterraines recueillies au captage du Crêt, situé sur son territoire, dans les conditions fixées par le présent arrêté.

### **CONDITIONS DE PRELEVEMENT/ DEBIT AUTORISE**

**ARTICLE TROIS** - La Commune de SAINT MAXIMIN est autorisée à prélever le débit du captage du Crêt, dans le respect de tout droit d'eau régulièrement concédé.

Le débit minimal des sources du Crêt est de l'ordre 28 l/mn.  
Le trop-plein éventuel devra être restitué au milieu naturel.

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration au titre du Code de l'environnement.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, la Commune de SAINT MAXIMIN devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux, dans les conditions qui seront fixées par le Directeur Départemental des Territoires de l'Isère dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

### **MESURES de CONTROLE**

**ARTICLE QUATRE** - Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés seront appliquées par installation de systèmes de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs, conformément à l'article L.214-8 du Code de l'Environnement.

L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les dossiers correspondant à ces mesures et les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

Les résultats de ces mesures doivent être communiqués annuellement au service chargé de la police de l'eau (Direction Départementale des Territoires de l'Isère).

### **INDEMNISATION d'EVENTUELS DOMMAGES**

**ARTICLE CINQ** - Conformément à l'engagement pris par le Conseil Municipal dans sa séance du 25 juin 2004, la Commune de SAINT MAXIMIN devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

### **ETABLISSEMENT des PERIMETRES de PROTECTION du CAPTAGE**

**ARTICLE SIX** - Il est établi des périmètres de protections immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage du Crêt. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans annexés au présent arrêté et incluent tout ou partie des parcelles énumérées ci-après.

**Périmètres de protection immédiate** cf plan° 1 au 1/ 2 500

Commune de SAINT MAXIMIN - Section A du cadastre.

- Source amont : parcelle n° 355 pour partie.
- Source aval : parcelle n° 1220 en totalité (petite construction cadastrée), et parcelles n° 345 et 351 toutes deux pour partie.

**Périmètres de protection rapprochée** cf plan° 1 au 1/ 2 500

Commune de SAINT MAXIMIN - Section A du cadastre.

- Parcelles n° 352, 354, 356 à 359, 376, 377, 378 à 381, 387 en totalité,
- Parcelles n° 351 (en 2 lots de part et d'autre du P.P.I),
- Parcelles n° 353, 355, 360, 361, 372 pour partie (les surplus de ces parcelles ainsi que celui du n° 345 (cf P.P.I) sont incluses dans le P.P.E du captage de la Serve)

**Périmètre de protection éloignée** : cf plan n° 1 et plan d'ensemble n° 2 au 1/ 5 000

Commune de SAINT MAXIMIN section A :

- parcelles n° 382 à 385, 386p, 445, 446, 447p, 448.

**PRESCRIPTIONS**

**ARTICLE SEPT -**

***I - PERIMETRES de PROTECTION IMMEDIATE***

1- Les terrains inclus dans les deux périmètres de protection immédiate du captage du Crêt devront être acquis, si tel n'était pas déjà le cas, par la Commune de SAINT MAXIMIN et demeurer sa pleine et entière propriété.

2 - Afin d'empêcher efficacement l'accès des 2 périmètres à des tiers, ceux-ci seront chacun matérialisés par une clôture infranchissable par l'homme et par les animaux, d'une hauteur minimale de 2 m, munie d'un portail fermant à clé. L'ensemble devra être maintenu en bon état permanent et les portails constamment fermés en dehors des activités autorisées ci-après.

3 - A l'intérieur de ce périmètre, sont strictement interdits toutes activités, installations et dépôts, à l'exception des activités d'exploitation et de contrôle du point d'eau. Les terrains compris dans le périmètre devront être soigneusement entretenus ainsi que toutes les installations (clôtures, ouvrages de captage, regards de visite) qui devront, en outre, être contrôlées périodiquement. La végétation présente sur le site devra être entretenue régulièrement (taille manuelle ou mécanique) ; l'emploi de produits phytosanitaires est interdit. La végétation, une fois coupée, devra être évacuée à l'extérieur de l'enceinte du périmètre de protection immédiate.

4 - Compte tenu de l'enclavement des terrains, un ou des chemins de desserte seront établis pour permettre aux véhicules autorisés d'accéder aux installations de captage. Ces accès qui aboutiront aux portails ci-dessus mentionnés seront créés par tout moyen légal à la convenance du maître d'ouvrage : acquisitions d'emprise ou bien servitudes de passage.

**5 - Les travaux suivants devront être réalisés :**

- Clôture des 2 périmètres et pose des 2 portails.
- Réfection des deux ouvrages de captage : reprise de la maçonnerie, réfection de la porte ou pose d'un capot type Foug, pose d'une grille à l'exutoire de la vidange.

## **II - PERIMETRE de PROTECTION RAPPROCHEE**

**A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée sont interdits :**

- 1 - toute nouvelle construction**, superficielle ou souterraine.  
Peuvent néanmoins être autorisés sous réserve que le maître d'ouvrage prennent des dispositions appropriées aux risques, y compris ceux créés par les travaux :
  - Les bâtiments liés à l'exploitation du réseau d'eau,
  - Les équipements et travaux liés au transport d'énergie électrique et aux télécommunications,
- 2 - les rejets d'eaux usées** d'origine domestique, industrielle ou agricole,
- 3 - la pose de canalisations** de transport d'eaux usées et de tout produit susceptible d'altérer la qualité des eaux,
- 4 - les stockages**, même temporaires, de tous produits susceptibles de polluer les eaux : produits chimiques (fuel...), fermentescibles (fumier, lisier...),
- 5 - les dépôts de déchets** de tous types.(organiques, chimiques, radioactifs...), y compris les déchets inertes,
- 6 - les aires de camping**, ainsi que le camping sauvage,
- 7 - les affouillements, les exhaussements et les extractions** de matériaux du sol et du sous-sol, ainsi que le renouvellement ou l'extension de carrières,
- 8 - la création de voiries et parkings**, ainsi que l'infiltration d'eaux de ruissellement issues d'aires imperméables,
- 9 - la pratique du « tout terrain » ou du « tout chemin » de loisir** par des véhicules motorisés,
- 10 - tout nouveau prélèvement d'eau par pompage**,
- 11 - le pacage**, la création d'abreuvoirs ou de points d'eau,
- 12 - l'épandage** de lisiers, purins, boues de stations d'épuration, fumiers, engrais chimiques, produits phytosanitaires,
- 13 - les préparations, rinçages, vidanges de produits phytosanitaires** et de tout produit polluant, ainsi que l'abandon des emballages,
- 14 - la création de chemins d'exploitation forestière, chargeoirs à bois, le déboisement "à blanc"**,
- 15 - le changement de destination des bois et zones naturelles**,
- 16 - le retournement des prairies naturelles**,
- 17 - et tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.**

**A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée sont réglementés :**

**18 - l'exploitation forestière** sera conduite selon les règles énoncées ci-dessous :

- 18-1 - Gestion régulière et équilibrée des boisements,
- 18-2 - Maintien de la stabilité des terrains,
- 18-3 - Respect des règles d'exploitation suivantes :

18-3-1 - Les exploitants forestiers seront autorisés à apporter avec eux sur les parcelles en cours d'exploitation un bidon contenant le carburant nécessaire à la réalisation d'une journée de travail. Ce bidon devra être descendu ou stocké en dehors des parcelles concernées par le périmètre de protection du captage à chaque fin de journée.

18-3-2 - Les véhicules à moteur ne devront pas stationner dans le périmètre rapproché en dehors des périodes de travail effectif et devront être ramenés hors périmètre à chaque fin de journée de travail.

18-3-3 - L'exploitation devra s'effectuer par temps sec et les périodes de coupe seront signalées à la collectivité.

### **III - PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE**

**A l'intérieur du périmètre de protection éloignée, les activités suivantes sont ainsi réglementées :**

**1 - Les nouvelles constructions.** Elles ne pourront être autorisées que si les eaux usées sont évacuées :

- soit par un réseau étanche,
- soit à défaut, à l'aide d'un assainissement individuel conforme à la réglementation en vigueur, après étude géologique.

Un contrôle des travaux sera assuré, avant recouvrement, par la collectivité en charge du contrôle de l'assainissement non collectif.

Les constructions existantes desservies par un réseau d'assainissement devront s'y raccorder. En l'absence de collecteur, les installations d'assainissement seront mises en conformité, après contrôle de la collectivité en charge du contrôle de l'assainissement non collectif. Elles devront se raccorder au réseau d'assainissement dès sa réalisation.

**2 - La création de bâtiments liés à une activité agricole.** Elle fera l'objet d'une étude préalable de l'impact sur le point d'eau, étude qui sera soumise à l'avis de l'ARS- DTD 38.

**3 - La création de stockages de tout produit susceptible d'altérer la qualité des eaux, y compris les stockages temporaires.** Elle fera l'objet d'une demande d'autorisation auprès de l'ARS- DTD 38., excepté pour les stockages de fuel à usage familial, qui devront être conformes à la réglementation en vigueur (double paroi ou cuvette de rétention).

**4 - Les projets d'activités non soumises à la législation sur les établissements classés,** ou soumises à cette législation au titre de la déclaration feront l'objet d'une étude de risque vis à vis de la ressource, étude qui sera soumise à l'avis de l'ARS- DTD 38. Les activités existantes seront mis en conformité avec la réglementation en vigueur.

5 - Sans préjudice des réglementations spécifiques à la gestion des différentes catégories de déchets, **les dépôts temporaires ou définitifs de déchets de tout type** ne pourront être autorisés qu'après une étude de risques vis à vis de la ressource, étude qui sera soumise à l'avis de l'ARS- DTD 38.. Les dépôts existants seront mis en conformité.

6 - **Les épandages de fertilisants et produits phytosanitaires** seront pratiqués de manière à éviter tout risque d'entraînement dans les eaux superficielles et souterraines.

7 - **Les zones de concentration du bétail.** Elles devront être aménagées pour éviter le lessivage des déjections et la contamination des eaux souterraines : aménagement des abreuvoirs, éloignement des zones de couche du milieu hydraulique superficiel...

8 - **L'exploitation forestière** sera conduite en respectant les règles de gestion énoncées à l'article SEPT, paragraphe II, §18 ci-dessus. Toute précaution sera prise pour éviter des pertes d'hydrocarbure, l'entretien et le remplissage des réservoirs des engins de débardage seront effectués en dehors du périmètre.

#### **IV - DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES à l'ENSEMBLE des PERIMETRES de PROTECTION**

1 - Les tests d'étanchéité des canalisations, fosses et aires, prévus ci-dessus, seront réalisés dans les règles de l'art et le compte rendu transmis au bénéficiaire du présent arrêté.

Les propriétaires ou exploitants des terrains sur lesquels certains équipements font l'objet de contrôle, travaux ou entretien devront faciliter l'accès du Service des Eaux à ces équipements.

2 - Toutes mesures devront être prises pour que la commune de SAINT- MAXIMIN et la Délégation Territoriale Départementale de l'Agence Régionale de Santé soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication traversant ou jouxtant les périmètres de protection.

3 - La création de tout nouveau captage destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation au titre des Codes de l'Environnement et de la Santé Publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

#### **DELAIS**

**ARTICLE HUIT** - Les installations, activités, et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article SEPT dans un délai maximal de DEUX ANS.

#### **REGLEMENTATION des ACTIVITES, INSTALLATIONS et DEPOTS dont LA CREATION ou LA MODIFICATION est POSTERIEURE au PRESENT ARRETE**

**ARTICLE NEUF** - Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'administration concernée (ARS DTD 38).

Il devra préciser les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite sera effectuée aux frais du pétitionnaire par un géologue agréé en matière d'hygiène publique.

### **REALISATION des OPERATIONS de CLOTURE**

**ARTICLE DIX** – Les terrains des périmètres de protection immédiate seront clôturés de façon efficace à la diligence et aux frais de la commune de SAINT- MAXIMIN selon les indications mentionnées à l'article SEPT, I, alinéas 2, 4 et 5 ci-dessus;

### **ACQUISITIONS EN PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE: MAITRISE FONCIERE ET DE L'OCCUPATION DES SOLS DANS LE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE,**

**ARTICLE ONZE** – La Commune de SAINT MAXIMIN est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation en vertu du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate et qui ne seraient pas déjà sa propriété.

Ces acquisitions devront être réalisées dans un délai maximal de CINQ ANS à compter de la date du présent arrêté.

En outre, la commune de SAINT-MAXIMIN pourra acquérir par voie contractuelle toute parcelle située en périmètre de protection rapprochée et où sont localisées des installations susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau prélevée au forage, afin de protéger ce dernier.

Il pourra également être fait application des dispositions législatives et réglementaires suivantes:

#### **Droit de préemption urbain. (article L. 1321-2 du code de la santé publique)**

Dans les périmètres de protection rapprochée de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent instaurer le droit de préemption urbain dans les conditions définies à l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme. Ce droit peut être délégué à la commune ou à l'établissement public de coopération intercommunale responsable de la production d'eau destinée à la consommation humaine dans les conditions prévues à l'article L.213-3 du code de l'urbanisme.

Le droit de préemption urbain prévu à l'article L.1321-2 du code de la santé publique peut être institué même en l'absence de plan local d'urbanisme (Art. R.1321-13-3 du code de la santé publique).

#### **Prise en compte dans les baux ruraux des prescriptions instituées dans les périmètres de protection rapprochée (Art. R.1321-13-4 du code de la santé publique)**

I - La collectivité publique, propriétaire de terrains situés à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, qui entend prescrire au preneur des modes d'utilisation du sol afin de préserver la qualité de la ressource en eau, à l'occasion du renouvellement des baux ruraux portant sur ces terrains, notifie ces prescriptions au preneur dix-huit mois au moins avant l'expiration du bail en cours.

Si la collectivité notifie au preneur de nouvelles prescriptions avant la fin de son bail, mais au-delà du délai de dix-huit mois prévu au premier alinéa, les nouvelles prescriptions ne peuvent entrer en vigueur qu'après un délai de dix-huit mois à compter de cette notification.



Il - La notification prévue au I ci-dessus est faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire. Elle indique les motifs justifiant les prescriptions et les parcelles concernées et précise que la décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois.

### **PUBLICITE FONCIERE**

**ARTICLE DOUZE** - Le présent arrêté est transmis à la commune de St MAXIMIN en vue de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté, de sa notification **sans délai** aux propriétaires ou ayants droit des parcelles concernées par les périmètres de protection et de son affichage en mairie pendant une durée de deux mois. Une mention de cet affichage sera insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection seront annexées, le cas échéant, au document d'urbanisme en vigueur de la commune précédemment citée. Cette mise à jour doit être effective dans un **délai maximum de trois mois** après la date de signature de Monsieur le Préfet.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du maire de la commune de SAINT- MAXIMIN qui transmettra à la Délégation Départementale des Territoires- Service Environnement-**dans un délai de six mois** suivant la date de la signature de Monsieur le Préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

Les formalités ci-dessus énumérées seront effectuées dans les formes prescrites par la réglementation en vigueur.

### **DEPENSES CONSECUTIVES à l'APPLICATION de l'ARRETE**

**ARTICLE TREIZE** - La Commune de SAINT MAXIMIN pourvoira aux dépenses nécessaires à l'application de cet arrêté tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la collectivité que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat, d'autres collectivités ou d'établissements publics.

### **DISTRIBUTION, TRAITEMENT et CONTRÔLE SANITAIRE de LA QUALITE de l'EAU,**

**ARTICLE QUATORZE** - La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par l'ARS - Délégation 38 en application de la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements seront à la charge de la commune de SAINT- MAXIMIN selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

La Commune de SAINT- MAXIMIN est autorisée à traiter et à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir du captage du Crêt dans le respect des modalités suivantes :

1 ) Compte tenu de la qualité des eaux brutes prélevées définie par les analyses et études figurant au dossier d'enquête, le dispositif de traitement actuel de ces eaux par désinfection au chlore gazeux devra être maintenu;

2 ) Tout projet de modification ultérieure de la filière de traitement ou des produits utilisés devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès du Préfet de l'Isère.

**SANCTIONS PENALES APPLICABLES**  
**EN CAS DE NON - RESPECT DE LA PROTECTION DES OUVRAGES**

**ARTICLE QUINZE** : En application de l'article L.1324-3 du Code la Santé Publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000€ d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du Code la Santé Publique, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité, dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000€ d'amende.

**DELAIS et VOIES de RECOURS**

**ARTICLE SEIZE** - Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble.  
Les délais de recours sont les suivants :

- pour le demandeur : DEUX MOIS à compter de sa notification,
- pour les tiers : UN AN à compter de la publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Isère.

**MESURES EXECUTOIRES**

**ARTICLE DIX SEPT**- - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Maire de SAINT-MAXIMIN, le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes, le Directeur Départemental des Territoires de l'Isère, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logements, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cet arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de l'Isère et sera mis à disposition du public sur le site internet de la Préfecture de l'Isère durant une période d'au moins six mois.

GRENOBLE, le 28 OCT. 2011

LE PRÉFET,

*Pour le Préfet, par délégation  
le Secrétaire Général*

Frédéric PERISSAT

DEPARTEMENT DE L'ISERE



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE DE SAINT MAXIMIN

Sections A3

PRÉFET DE L'ISÈRE

VU pour être annexé à mon  
arrêté n° 2011301-0017

Captages du Cret

## PLAN PARCELLAIRE

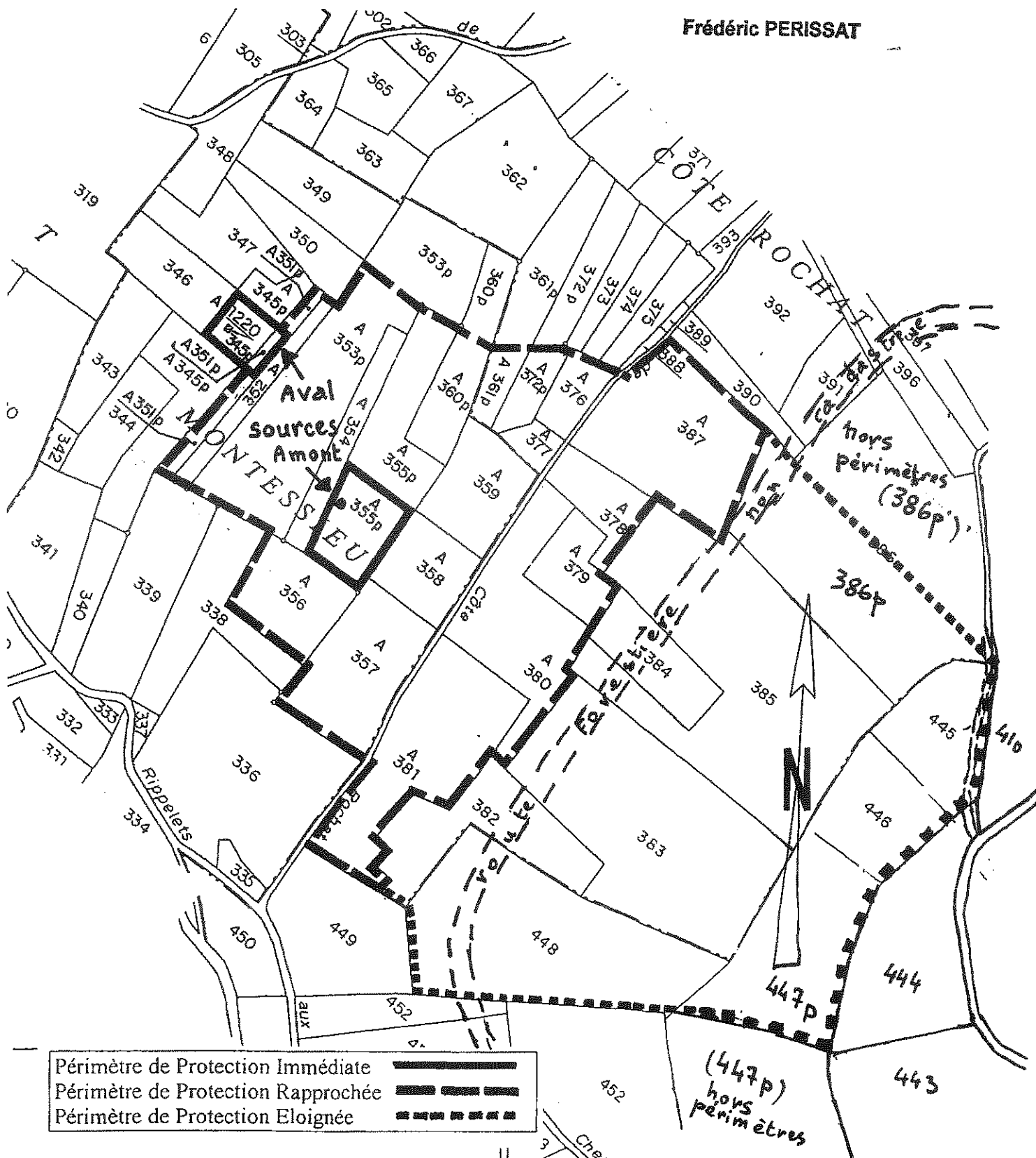
Echelle 1/2500

Plan n° 1

GRENOBLE le 28 OCT. 2011

Pour le Préfet, par délégation  
le Secrétaire Général

Frédéric PERISSAT



DEPARTEMENT DE L'ISERE  
COMMUNE DE SAINT MAXIMIN

Captage de la Serve  
Captages du Cret

PLAN D'ENSEMBLE DES  
PERIMETRES DE PROTECTION

Echelle 1/5000



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ISÈRE

VU pour être annexé à mon  
arrêté n° 2011 301- 0017

28 OCT. 2011

GRENOBLE le  
Pour le Préfet, par délégation  
le Secrétaire Général

Frédéric PERISSAT

Plan n° 2

